

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (soir) 9 septembre 2015

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

**30 2015.RRGR.233 Motion 067-2015 Burkhalter (Rümligen, PS)
Financement de projets routiers avec les moyens d'un fonds**

N° de l'intervention: 067-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 02.03.2015
Déposée par: Burkhalter (Rümligen, PS) (porte-parole)
Wüthrich (Huttwil, PS)
Lüthi (Berthoud, PS)
Mentha (Liebefeld, PS)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 19.03.2015
N° d'ACE: 915/2015 du 12 août 2015
Direction: TTE

Financement de projets routiers avec les moyens d'un fonds

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants si le Grand Conseil accepte de libérer des ressources du Fonds de couverture des pics d'investissement pour financer les deux projets routiers de Berthoud et d'Aarwangen :

1. Les demandes de crédit concernant les deux projets doivent être soumises séparément au Grand Conseil.
2. Si la Confédération ne verse pas de substantielles subventions, les projets seront abandonnés.
3. Si les coûts dépassent de plus de 30 pour cent le cadre financier défini en 2015, les projets seront abandonnés.
4. La toute première priorité sera accordée au trafic lent dans la réalisation des deux projets.
5. La priorité sera accordée aux transports publics dans la réalisation du projet d'Aarwangen.
6. La réalisation des routes de contournement devra intégrer le ralentissement du trafic dans les localités contournées.
7. La perte de terres cultivables sera réduite au strict nécessaire.
8. Si des investissements devaient dans un avenir proche s'avérer nécessaires dans le domaine de la formation, ils auraient la priorité sur les projets routiers.

Développement :

La réalisation de ces projets routiers est importante pour la population et pour les entreprises des deux localités. Mais il n'en faut pas moins veiller de près à la préservation des paysages et à la défense du trafic lent et des transports publics.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Grand Conseil a déjà confirmé à plusieurs reprises l'urgence de procéder à des mesures d'amélioration pour remédier aux conditions précaires de circulation dans la région de Berthoud et d'Aarwangen. En septembre 2012, il a approuvé les premiers crédits d'étude pour l'élaboration des deux avant-projets. A la session de mars de cette année, il a donné son approbation à la réservation exclusive des avoirs du Fonds de couverture des pics d'investissement encore disponibles à ces deux projets de réaménagement routier. Depuis 2013, les travaux de planification des phases d'avant-projet pour les tronçons Aarwangen – Langenthal Nord et Berthoud – Oberburg – Hasle battent leur plein.

Les points de la motion appellent les remarques suivantes :

1. Les deux projets de réaménagement routier n'ont aucun lien sur le plan technique et continuent comme avant à être traités individuellement. Les demandes de crédit sont donc soumises séparément au Grand Conseil.
2. La réalisation des mesures de réaménagement à évaluer dépend des possibilités financières du canton. Sans subventions fédérales, réaliser à temps des mesures durables dans les régions de Berthoud et d'Aarwangen risque effectivement d'être difficile. Il ne serait cependant pas correct de faire dépendre aujourd'hui déjà toute réalisation de projet de la promesse d'une aide substantielle de la Confédération avant même que les projets aient été élaborés. Cela serait également donner un signal négatif à la Confédération et pourrait être compris comme une tentative contre-productive de faire pression.
3. A l'heure actuelle, la teneur des deux projets de réaménagement du réseau routier n'est pas encore définie et il n'est donc pas possible d'en estimer les coûts de manière fiable. Le cadre financier d'environ 500 millions esquissé très grossièrement jusqu'à présent constitue toutefois plus qu'un simple ordre de grandeur non contraignant. Selon le calendrier, les avant-projets devraient être bouclés au printemps 2016. Le Grand Conseil pourra arrêter les dépenses concrètes pour la suite de l'étude et la réalisation ultérieure au moyen des crédits d'objet correspondants.
4. Les besoins de l'ensemble des acteurs du trafic seront pris en compte de manière équilibrée dans le cadre de l'élaboration des avant-projets, une priorité particulière étant donnée au trafic lent (piétons et deux-roues légers).
5. A Aarwangen, les solutions retenues sont développées en collaboration étroite avec l'exploitant ferroviaire Aare Seeland Mobil AG.
6. Les mesures de modération du trafic pour les traversées de localités font partie des objectifs généraux des projets de réaménagement. Une réduction importante de la circulation permet d'atteindre cet objectif avec efficacité. Les éventuelles solutions qui incluront un contournement auront pour effet un report de trafic. Ce dernier devra être géré de manière durable au moyen de mesures d'accompagnement adaptées conformément aux objectifs de la conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU) de l'Emmental et de la Haute-Argovie.
7. Les mesures de réaménagement du réseau routier favoriseront la densification du tissu urbain dans les agglomérations élargies de Berthoud et de Langenthal et contribueront ainsi de manière significative à une utilisation mesurée des sols dans l'Emmental et la Haute-Argovie. Par ailleurs, des terres cultivables seront utilisées dans le cadre des projets de réaménagement routier en eux-mêmes. Le besoin en terrain sera limité au strict nécessaire.
8. Le Conseil-exécutif est d'avis que les moyens d'investissement disponibles doivent être répartis sur la base d'une analyse du rapport coût-utilité en donnant rigoureusement la priorité aux projets actuels. Il refuse d'accorder uniquement la priorité à des domaines qui ne disposent pas de projets concrets.

En outre, il convient d'observer ce qui suit : suite à la décision du Grand Conseil de réserver les ressources restantes du Fonds de couverture des pics d'investissement aux deux projets de réaménagement routier, les avoirs encore disponibles ne peuvent plus être utilisés à d'autres fins. Le Fonds était limité dans le temps et le délai d'engagement des ressources est arrivé à échéance fin mars 2015. A l'avenir, il ne sera donc plus possible d'engager les avoirs du Fonds pour de nouveaux projets notamment dans le domaine de la formation. Le fait de renoncer simultanément aux deux projets de réaménagement routier n'y changerait rien. Les moyens restants ne seraient simplement pas utilisés.

Pour ces raisons, le Conseil-exécutif rejette cette demande. Néanmoins, il est conscient de la très grande importance que revêtent les projets relatifs à la formation pour notre canton et appelle le Grand Conseil à veiller, dans le cadre des prochains débats sur le budget, à ce que les projets importants en la matière soient réalisés aussi résolument que les deux projets de réaménagement routier pour les régions de l'Emmental et de la Haute-Argovie.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption

Point 2: rejet

Point 3: rejet

Point 4: adoption

Point 5: adoption

Point 6: adoption

Point 7: adoption

Point 8: rejet

Le président. Die Motion umfasst acht Ziffern. Bei einigen beantragt der Regierungsrat Annahme, bei anderen Ablehnung. Es wird eine Freie Debatte geführt. Der Motionär hat das Wort.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Sie erinnern sich vielleicht noch daran, dass bei der Auflösung des Investitionsspitzenfonds die verbleibenden Mittel für zwei Strassenprojekte reserviert wurden. Zu Beginn brauchte es bei der SP-JUSO-PSA-Fraktion eine gewisse Überzeugungsarbeit, denn ursprünglich war die Rede von Autobahnzubringern. Wir wollen keine Autobahnzubringer. Wir wurden in der Folge näher informiert. Es zeigte sich, dass es verschiedene Varianten gab, über die man diskutieren konnte. Letztlich stimmten wir der Verwendung der Mittel mehrheitlich zu. Das taten wir jedoch nicht vorbehaltlos. Wir wählten anschliessend den Weg über einen Vorstoss und formulierten unsere Vorbehalte in der vorliegenden Motion. *(Le président interrompt l'orateur.)*

Le président. Grossrat Burkhalter, ich muss Sie kurz unterbrechen: Ich habe vergessen zu erwähnen, dass Ziffer 3 der Motion vor der Beratung zurückgezogen wurde. Über diese Ziffer wird nicht diskutiert.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich hatte schriftlich mitgeteilt, dass ich Ziffer 3 zurückziehe. Ich werde zudem nur noch über diejenigen Ziffern sprechen, bei denen eine Differenz zum Antrag des Regierungsrats besteht. Der Regierungsrat beantragt, Ziffer 1 sowie die Ziffern 4 bis 7 anzunehmen. Ich bitte den Rat, diesem Antrag zu folgen. Bei Ziffer 2 gibt es eine gewisse Differenz. Wir überlegten uns, was wir machen: Wir bauen zwei Strassen oder mindestens eine von beiden; auch eine Sanierung ist denkbar, denn es ist noch gar nicht klar, ob es neue Strassen sein werden. Wenn wir nun sagen, dass wir diese Strassen auch bauen, wenn es keine Bundesgelder gibt, hört das Bundesamt für Strassen (ASTRA) natürlich gut zu und wird beschliessen, kein Geld zu geben, da der Kanton Bern die Strassen ohnehin baut. Daher ist das, was der Rat heute Abend beschliesst, ein Signal mit einer gewissen Aussenwirkung. Ich bitte den Rat, diese Ziffer genauer zu erwägen. Damit wir uns nicht festfahren, bin ich bereit, Ziffer 2 in ein Postulat zu wandeln. Konkret heisst das: Sofern keine Bundesmittel zugesichert werden, soll der Regierungsrat prüfen, ob die Strassen dennoch gebaut werden sollen. Damit ist es ein weniger verbindlicher Prüfungsauftrag und keine Verpflichtung mehr. Wer das Postulat ablehnt und sagt, die beiden Strassen würden ohnehin gebaut, gibt ein Signal nach aussen, das aus unserer Sicht nicht tauglich ist.

Zu Ziffer 8: Dieser Punkt ist vielleicht etwas sonderbar, indem er zwei Bereiche verknüpft, die nicht sehr eng zusammengehören. Sie wissen aber, dass Investitionen in den Strassenbau in unserer Fraktion immer einen relativ schweren Stand haben. Wir haben stets etwas Mühe damit. Besonders viel Mühe haben wir, wenn Investitionen in Beton getätigt werden, während die Investitionen in die Köpfe zurückgeschraubt werden müssen. Deshalb haben wir in Ziffer 8 den Vorbehalt formuliert, dass einem grösseren Bildungsprojekt der Vorrang gegeben wird, wenn es wegen dieser beiden Strassen verunmöglicht würde. Damit meine ich nicht den Campus Biel, der vermutlich ohnehin gebaut wird, sondern beispielsweise eine Fachhochschullösung in Burgdorf. Wenn eine solche nicht verwirklicht werden kann, weil Strassen gebaut werden müssen, ist aus Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion klar, dass der Campus Burgdorf im Vordergrund steht. Oder wenn ein ähnliches Projekt im Bildungsbereich kommt, müssen wir uns das Ganze noch einmal überlegen. In Ziffer 8 halte ich an der Motion fest und bitte den Rat, sie entsprechend zu überweisen.

Le président. Wünschen die Mitmotionäre das Wort? – Das ist nicht der Fall. Damit kommen wir zu den Fraktionserklärungen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Der Vorstoss entstand, wie wir gehört haben, bevor im Rat über die Fondsmittel gesprochen wurde. Deshalb fällt aus meiner Sicht Ziffer 8 bereits weg. Die glp wird diese Ziffer nicht annehmen. Man müsste sonst ein Rückkommen machen und völlig andere Überlegungen anstellen. Ziffer 1 werden wir annehmen. In Ziffer 2 wird nun als Postulat gefordert, dass die Regierung dies noch einmal prüfen soll. Wir haben jedoch das klare Signal gesendet, dass wir den Regionen die Verkehrssanierung oder die Neubaustrecke ermöglichen oder mindestens einen Anteil daran leisten wollen. Die glp ist der Meinung, dass man Ziffer 2 ablehnen muss. Es ist

klar, dass die Regionen etwas erhalten sollen, ob dies nun 0+ ist oder eine andere Variante. Das möchten wir nicht mehr infrage stellen. Ziffer 3 wurde zurückgezogen. Die Ziffern 4 bis 7 nehmen wir an. Uns geht es darum, dass wir keine Kapazitätserhöhung wollen. Wir wollen den Regionen das klare Signal geben, dass sie eine Lösung für ihre Mobilität erhalten werden, jedoch für eine Mobilität auf breiter Front. Bei uns beruht sie eindeutig auf der Variante 0+. Deshalb wollen wir die verbleibenden Mittel in die Regionen schicken und wollen nicht noch so etwas wie einen Bildungsfonds äufnen. Wir empfehlen dem Rat, dem Antrag der Regierung zu folgen. Ich danke dem Rat, wenn er das tut.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Die Verkehrssituation in den Regionen Burgdorf und Langenthal muss dringend verbessert werden. Das ist im Rat wohl unbestritten. Wir haben uns mit den beiden Projekten schon mehrmals auseinandergesetzt und uns klar dazu bekannt. Im September beschloss der Rat einen Projektierungskredit mit Auflagen, auch bezüglich Varianten, die weiterbearbeitet werden sollen, bezüglich Einbezug des öffentlichen Verkehrs, aber auch der Bedürfnisse des Langsamverkehrs. In der Märzsession, als wir über die Verwendung der Restmittel des Investitionsspitzenfonds beschlossen, fielen ähnliche Voten. Vor diesem Hintergrund sind einige Forderungen der vorliegenden Motion bereits erfüllt oder werden sicher im Rahmen der Planung noch erfüllt werden. Bei Ziffer 1 ist die FDP wie die Regierung für eine Trennung der beiden Kreditvorlagen. Das macht Sinn, denn auf der Zeitachse werden kaum beide Projekte gleichzeitig zu Abstimmung kommen. Ziffer 2 lehnt die FDP wie die Regierung ab: Die Bundesfinanzierung hängt unter anderem davon ab, ob der Kanton ausführungsfähige Projekte hat. Wenn wir im Fall von Burgdorf eine Chance haben wollen, ins Agglo-Programm aufgenommen zu werden, müssen wir ein konkretes Projekt vorlegen können.

Ziffer 3 wurde zurückgezogen. Die Belange des Langsamverkehrs, Ziffer 4, werden, wie bereits gesagt wurde, in die Planung einbezogen. Sollte eine Umfahrung zum Tragen kommen, würde man damit offene Türen einrennen. Auch hier stimmen wir zu. Ziffer 5 lehnen wir im Gegensatz zur Regierung ab. Bei der Realisierung der Verkehrssanierung Aarwangen soll der ÖV nicht einseitig bevorzugt werden. Wir wollen eine neutrale Interessenabwägung, die letztlich zu einer guten, tragfähigen Lösung führt. Selbstverständlich werden die Bahnbetreiber bei der Interessenabwägung einbezogen. Ziffer 6 nehmen wir an: Die geforderten verkehrsberuhigenden Massnahmen entsprechen einer grundsätzlichen Zielsetzung der beiden Projekte. Auch Ziffer 7 nehmen wir an: Haushälterische Bodennutzung versteht sich von selbst. Dies wird allerdings eine der grössten Herausforderungen bei diesen beiden Projekten sein. Ziffer 8 lehnen wir ab: Die Forderung entspricht nicht dem Beschluss über die Verwendung der Restmittel des Investitionsspitzenfonds. Zudem ist es nicht klug, Bildung gegen Strassenbauprojekte ausspielen zu wollen.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die Grünen wollten die restlichen Mittel aus dem Investitionsspitzenfonds in Velo- und Fussgängerprojekte umlegen. Den entsprechenden Vorstoss hatten wir vor einem halben Jahr bekanntlich eingereicht; er wurde beraten, wurde aber leider vom Rat nicht unterstützt. Der vorliegende Vorstoss will grundsätzlich an den Strassenbauprojekten rütteln. Ich kann es nicht unterlassen, noch einmal zu betonen, dass hektarenweise bestes Kulturland verloren gehen wird, wenn diese Strassen gebaut werden sollten. Aus Sicht der Grünen wollen die Motionäre und die Motionärin eher im kosmetischen Bereich einwirken. Gegen Kosmetik hat die grüne Fraktion eigentlich nichts einzuwenden, vor allem dann nicht, wenn sie zurückhaltend angewendet wird. Wir unterstützen deshalb alle Ziffern des Vorstosses gemäss dem Antrag der Motionäre und der Motionärin. Auf die einzelnen Ziffern will ich nicht eingehen.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die Verwendung der Restmittel des Investitionsspitzenfonds war für die EVP damals insofern etwas schwer verdauliche Kost, als eine rot-grüne Regierung das Geld in eine Strassenbaugeschichte stecken will. Wir unterstützen alle Ziffern, bei denen auch die Regierung Annahme beantragt. Den Ziffern 2 und 8, die noch verbleiben, werden wir teilweise zustimmen. Die Forderung in Ziffer 8 ist aus Burgdorfer Optik ziemlich schwierig: Wenn ich abwägen muss, ob Asphalt und Beton oder der Bildung der Vorzug gegeben werden soll, wie entscheide ich mich? Das ist nicht einfach. Wenn ich entscheiden müsste, ob die Fachhochschule in Burgdorf bleiben soll oder ob ich eine etwas bessere Strasse oder nicht zuletzt vielleicht sogar eine Umfahrungsstrasse erhalten sollte, würde ich mich wohl für die Bildung entscheiden. Aber es würde schwierig. Aus der Optik der Region erkennen wir durchaus, dass eine Sanierung notwendig ist, obwohl der Ausdruck «Verkehrssanierung Burgdorf» eigentlich ein

semantisches Täuschungsmanöver ist: Es geht in der ganzen Geschichte nämlich auch darum, dass mit einer neuen Strasse eine Schneise in unverbautes Kulturland geschnitten wird. Wir sind nicht sicher, ob man da noch von Sanierung sprechen kann. Das wird sich zeigen, wenn die Ergebnisse des Vorprojekts vorliegen werden. Wenn es um eine angepasste Verbesserung geht, kann unsere Fraktion durchaus mitmachen, aber wenn es sich in der Bauprojektphase um eine gröbere Geschichte handeln würde und Strassen und Beton gegen Bildung ausgespielt würden, hätten wir Mühe.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Der Grosse Rat hat beschlossen, die restlichen Mittel des Investitionsspitzenfonds für die Verkehrssanierungsprojekte Burgdorf/Emmental und Aarwangen/Langenthal einzusetzen, und dies quasi in letzter Minute bevor der Fonds hätte aufgelöst werden müssen. Es ging um 150 Mio. Franken, und dafür sind uns die betroffenen Regionen äusserst dankbar. Es ist wichtig, dass die planerischen Vorarbeiten nun gemacht werden, damit die Ausgangslage für den Erhalt der Bundesgelder optimal sein wird. Die BDP-Fraktion hat den Eindruck, dass dem Vorhaben mit dieser Motion einige Hindernisse in den Weg gestellt werden sollen. Das wollen wir nicht. Ohne Wenn und Aber stehen wir hinter den beiden Verkehrssanierungsprojekten. Wir sind überzeugt, dass die Stossrichtung der meisten Forderungen selbstverständlich ist und dass die BVE diese bei den Planungen genügend berücksichtigen wird.

Zu den einzelnen Ziffern: Den separaten Beschlüssen für die beiden Projekte stimmen wir selbstverständlich zu. Das ist jedoch eine Selbstverständlichkeit. Ziffer 2: Wir verzichten auf keinen Fall im Voraus auf die Projekte, wenn keine Bundesgelder erhältlich sind. Dieser Entscheid wird zum falschen Zeitpunkt gefordert. Über das Postulat haben wir nicht diskutiert. Man wird entscheiden können, wenn die Projekte vorliegen. Ziffer 4: Zur dieser Forderung sagen wir nein. Wir wollen keine speziell hohe Priorität für den Langsamverkehr, sondern wollen bei dieser Sanierung für Priorität sowohl für den Langsamverkehr als auch für den ÖV und den Autoverkehr. Wir wollen, dass mit den Projekten alle Probleme gelöst werden. Auch Ziffer 5, Priorität für die Belange des ÖV, lehnen wir ab. Wir wollen, wie gesagt, für alle Verkehrsteilnehmer optimale Verhältnisse. Zu Ziffer 6: Mit Ortsumfahrungen werden die Verkehrsverhältnisse in den Ortschaften ohnehin beruhigt. Soweit ich es beobachten konnte, werden bei allen Verkehrsprojekten solche Massnahmen ergriffen. Das ist für uns eine Selbstverständlichkeit. Mehr braucht es nicht. Deshalb lehnen wir auch diese Ziffer ab. Der Ziffer 7, Kulturlandverlust, stimmen wir zu, auch wenn wir überzeugt sind, dass der Kulturlandverlust in der Planung sowieso auf ein Minimum beschränkt wird. Die Forderung in Ziffer 8 verstehen wir echt nicht. Die Verwendung des Geldes steht fest, also ist eine Investition in ein Bildungsprojekt längst nicht mehr möglich. Damals fehlte bekanntlich ein explizites Bildungsprojekt. Den Fonds wird es so gar nicht mehr geben, und wir können nicht mehr darüber befinden. Wir lehnen Ziffer 8 ab.

Hans Jörg Rüeegsegger, Riggisberg (UDC). Die SVP-Fraktion ist sich mit dem Regierungsrat in Ziffer 1 einig, dass es im Emmental und im Oberaargau Verkehrslösungen braucht. Ziffer 2 hält unsere Fraktion für unnötig. Der Regierungsrat wird für Lösungen sorgen, damit die Verkehrssanierungen auf andere Art realisiert werden können. Was die Ziffern 4 und 5 betrifft, halten wir eine Unterstützung ebenfalls für unnötig; Umweltverbände und weitere Interessengruppierungen werden ohnehin ein Auge darauf haben. Auch Ziffer 6 ist aus unserer Sicht nicht nötig. Zu Ziffer 7: Wie mein Vorredner gesagt hat, wird der Schutz der Fruchtfolgeflächen das *pièce de résistance* sein. Die Frage eines Tunnels zur absoluten Schonung des Kulturlands stellt sich nicht jetzt, sondern vielleicht später. In Ziffer 8 werden zwei Themen vermisch. Wir sind wie der Regierungsrat für Ablehnung. Zusammenfassend: Die SVP-Fraktion empfiehlt Annahme von Ziffer 1 und Ablehnung der Ziffern 2 sowie 4 bis 8.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist weder kategorisch und vorbehaltlos für die Strassensanierungsprojekte noch kategorisch dagegen. Sie anerkennt den Bedarf nach Verkehrssanierungsmassnahmen in den beiden Räumen Burgdorf und Langenthal. Wir anerkennen, dass aufgrund der steigenden Verkehrszahlen ein hoher Druck besteht und dass in diesen beiden Räumen etwas geschehen muss. In unserem Vorstoss wird dies bei der Begründung auch ausdrücklich erwähnt. Wir wollen mit diesem Vorstoss erreichen, dass die Lösungssuche die Anliegen des Landschaftsschutzes und des landwirtschaftlich nutzbaren Bodens sowie die Interessen des ÖV und des Langsamverkehrs berücksichtigt und ihnen hohe Priorität einräumt. Wir sind der Regierung sehr dankbar, dass sie diese Anliegen mit Annahme der Ziffern 1 sowie 4 bis 7

akzeptiert und berücksichtigen will. Die Forderung in Ziffer 2 wurde bekanntlich in ein Postulat gewandelt. Ich wiederhole, was Matthias Burkhalter gesagt hat: Damit hat Ziffer 2 einen anderen Charakter erhalten. Die Regierung hat nun den Auftrag zu versuchen, für die Sanierungsprojekte in den beiden Räumen Bundesgelder zu erhalten. Das soll angestrebt werden. Würde die Legislative diese Ziffer ablehnen, würde sie ein seltsames Signal Richtung Bund abgeben. Ich könnte mir vorstellen, dass ein Bundesvertreter, der Schwierigkeiten hat, die knappen Bundesgelder zu verteilen, sich ob des Entscheids der Legislative des Kantons Bern ins Fäustchen lachen würde. Wenn der Rat ein solches Signal setzen will, indem er auch das Postulat, den Prüfungsauftrag, Bundesgelder anzustreben, ablehnt, schießt er aus meiner Sicht ein klassisches finanzpolitisches Eigengoal.

Zu Ziffer 8: Wir bestreiten nicht, dass die investitionstechnischen Ausführungen der Regierung zum Investitionsspitzenfonds richtig sind und dass mit den Geldern, die im Fonds sind, nicht plötzlich Bildungsprojekte finanziert werden können. Das betone ich ausdrücklich. Diese Überlegung greift indessen etwas zu kurz. Ziffer 8 fordert nicht, die Mittel aus dem Investitionsspitzenfonds für Bildungsprojekte einzusetzen. Am Ende des Tages, wenn es um die Priorisierung von Investitionen geht, muss letztlich entschieden werden, wo man am Kapitalmarkt Geld aufnimmt, um ein wichtiges Projekt zu finanzieren, denn der Fonds enthält kein Geld, das irgendwo auf einem Bankbüchlein liegt. Ich gehe davon aus, dass grundsätzlich jedes Investitionsvorhaben, das es im Kanton Bern angesichts der schwierigen Finanzlage in Finanzpläne des Regierungsrats schafft, ein prioritäres Projekt ist. Es gibt Fälle, in denen prioritäre Projekte gegeneinander abgewogen werden müssen.

Es wird den Rat kaum erstaunen, dass sich die SP als Partei in einem Konflikt zwischen Strassenbauprojekten und Bildungsprojekten klar zugunsten von Bildungsprojekten ausspricht. In dem Sinn unterstützen wir Ziffer 8. Ich zeige das konkrete Beispiel trotzdem noch einmal auf: Es kann sein, dass plötzlich Investitionen in einen Campus Burgdorf, in einen Ersatzstandort Burgdorf auf der Prioritätenliste des Regierungsrats auftauchen und sich die Frage stellt, ob in ein Strassenbauprojekt investiert werden soll oder in den Bildungsstandort. Unsere Partei sagt in einem solchen Fall ganz klar, dass ihr eine Investition in den Bildungsbereich wichtiger ist. In dem Sinn habe ich die Anträge unserer Fraktion begründet, ich bitte den Rat, uns zu folgen.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich spreche einerseits als Vertreterin von Burgdorf, andererseits aber auch als Präsidentin der Bildungskommission. Sie wissen alle, dass mir die Bildung sehr am Herzen liegt. Das konnten Sie im Rat schon erleben. Ich freue mich, wenn wir bildungspolitische Anliegen umsetzen können. Es geht mir jedoch gegen den Strich, wenn nun die Bildung auf der einen Seite und die Strassenprojekte, die in unseren Regionen extrem dringend sind, auf der anderen Seite auseinanderdividiert und gegeneinander ausgespielt werden. Ich werde deshalb Ziffer 8 ablehnen. Das heisst allerdings nicht, dass ich denen widerspreche, die der Bildung in unserem Kanton und hier im Rat hohe Priorität einräumen wollen. Mir fällt es aber auch nicht ein zu sagen, man baue lieber ein Spital oder einen Campus Burgdorf. Diese Frage stellt sich gar nicht. Es geht nun darum, dass die Gelder in den Regionen bleiben und dass bezüglich Verkehrssanierung etwas unternommen wird. Es war mir wichtig, dies noch anzubringen.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich bedanke mich für die differenzierte Behandlung der Motion. Ich stelle fest: Wenn ich 8 Ziffern bringe, werden meist nicht alle abgelehnt. Das ist für die Zukunft eine wichtige Lehre für mich. Insbesondere danke ich den Grünen, die integral alle Ziffern annehmen. Ich bin etwas erstaunt über die BDP: Sie lehnt mehr oder weniger alles ab, obwohl sie das Projekt noch gar nicht kennt. Bernhard Riem sagte, die BDP stehe vorbehaltlos hinter den beiden Projekten. Dabei wissen wir noch gar nicht, ob eine Autostrasse auf der grünen Wiese kommen wird oder eine Lösung 0+, ob eine Brücke ersetzt oder neu gebaut wird. Wir kennen die Projekte noch nicht, und dennoch steht die BDP vorbehaltlos dahinter. Was wir mit unserer Motion machen, sind auch eine Art vorgezogene Planungserklärungen zu zwei Krediten, die noch gar nicht vorliegen. Es ist ein etwas eigenartiges Vorgehen, aber wir wollen ausdrücken, dass wir den Projekten zustimmen, wenn gewisse Auflagen genehmigt werden. Ich hoffe, dass meine Kollegin im Regierungsrat diese Punkte entsprechend umsetzt und die Kredite in dem Sinn vorlegt, wie es meine Fraktion wünscht. Luc Mentha hat sehr gut erläutert, dass wir nicht grundsätzlich gegen den Strassenbau sind, aber Strassenbau soll möglichst umweltverträglich gemacht werden. Besonders erstaunt bin ich, dass die SVP Ziffer 7, «Bei der Realisierung der beiden Verkehrssanierungen ist der Kulturlandverlust auf ein absolutes Minimum zu beschränken.», ablehnt. Das habe ich, wenn ich mich nicht irre, aus dem Parteiprogramm der SVP abgeschrieben. Wie wollen Sie Ihren Wählern

erklären, dass Sie Ziffer 7 ablehnen? Das ist sehr sonderbar. Möglicherweise lehnen Sie den Punkt nur ab, weil er aus meiner Richtung kommt. Ich bitte die SVP, sich noch einmal zu überlegen, ob sie Ziffer 7 wirklich ablehnen will, denn sie ist ganz in ihrem Sinn.

Barbara Egger, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Die Antwort ist eigentlich ausführlich genug. Die Forderungen, die in der Motion formuliert werden, sind für uns Selbstverständlichkeiten bei der Planung von solch grossen Projekten, seien es Verkehrsprojekte oder Bildungsprojekte. Ich werde mich nur noch zu den Ziffern 2 und 8 äussern. Seitens des Bundes wurde mehrmals betont, dass man zumindest ein Vorprojekt haben muss, wenn man Bundesgelder beantragen will. Wenn wir dereinst über den Projektierungskredit sprechen, wissen wir vielleicht schon mehr. Aber zunächst muss ein Projekt vorliegen. Wie in der Debatte mehrmals gesagt wurde, besteht noch nicht einmal ein Projekt. Die Vorprojekte werden demnächst in die Mitwirkung gehen. Den Projektierungskredit werde ich erst im kommenden Jahr vorlegen. Ich bitte Sie, Ziffer 2 abzulehnen. Ich habe ehrlich gesagt nicht begriffen, was das Postulat soll und weshalb dies ein falsches Signal gäbe. Für mich heisst ein Postulat, dass der Regierungsrat prüfen soll, ob auf die Realisierung verzichtet werden soll, wenn keine Bundesgelder fliessen. Aus meiner Sicht müsste auch das Postulat abgelehnt werden.

Zu Ziffer 8: In den letzten Jahren haben wir zusammen mit dem Grossen Rat, der die Kredite jeweils bewilligen musste, sehr viel in die Bildung investiert – viel mehr als in neue Strassen. Das wollen wir auch weiterhin tun, denn die Investitionen in die Bildung haben für die ganze Regierung eine sehr hohe Priorität. Nun hat sich die Regierung zusammen mit dem Grossen Rat jedoch anders entschieden: Es wurde festgelegt, dass die Gelder des Investitionsspitzenfonds für die Verkehrssanierungen Oberaargau und Emmental reserviert sind. Diese Gelder kann man nun nicht einfach für ein Bildungsprojekt einsetzen. Bildungsprojekte haben eine hohe Priorität in der ordentlichen Investitionsplanung. Das wird auch künftig so sein. Ich bitte Sie, gemäss dem Vorschlag der Regierung abzustimmen.

Le président. Wenn ich es richtig verstanden habe, können wir keine Ziffern zusammenfassen, da bis auf Ziffer 1 alle Ziffern von mindestens einem Ratsmitglied bestritten werden. Ziffer 2 habe ich wie folgt verstanden: Wenn der Rat sagt, die Strassenprojekte würden auch ohne Bundesgelder realisiert, könnte der Bund auf die Idee kommen, dass der Kanton Bern diese Gelder nicht braucht. Wir stimmen im Folgenden zifferweise ab. Wer Ziffer 1 annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	141
Non	0
Abstentions	0

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 einstimmig angenommen. Ziffer 2 wurde in ein Postulat gewandelt. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	46
Non	92
Abstentions	3

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 abgelehnt. Ziffer 3 wurde zurückgezogen. Somit stimmen wir über Ziffer 4 ab. Wer Ziffer 4 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 65

Non 75

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat Ziffer 4 abgelehnt. Wir stimmen über Ziffer 5 ab. Wer Ziffer 5 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 63

Non 74

Abstentions 3

Le président. Der Rat hat Ziffer 5 abgelehnt. Wir stimmen über Ziffer 6 ab. Wer Ziffer 6 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 6)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 72

Non 68

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat Ziffer 6 angenommen. Wir stimmen über Ziffer 7 ab. Wer Ziffer 7 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 7)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 113

Non 27

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat Ziffer 7 angenommen. Wir stimmen über Ziffer 8 ab. Wer Ziffer 8 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 8)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 39

Non 98

Abstentions 4

Le président. Der Rat hat Ziffer 8 abgelehnt. Damit ist dieses Geschäft bereinigt.